



« J'ai des pavés et de la poudre, De la dynamite à foison
Qui rivalisent avec la foudre, Pour débarbouiller l'horizon. »

numéro 2

EN LUTTE CONTRE LE POUVOIR

juin 2024

L'anarchisme n'est pas simplement une critique des institutions oppressives actuelles ou des systèmes de domination. Les marxistes les plus universitaires aussi bien que les sociaux-démocrates les plus citoyens sont aussi capables de critiquer la colonisation, la destruction de l'environnement, le fait que ce sont les pauvres qui meurent du travail tandis que les riches vivent de celui d'autrui, le racisme, la violence policière, les violences contre les LGBT et bien d'autres sinistres. La spécificité de l'anarchisme, c'est la critique profonde des moyens d'action que l'on se donne pour lutter contre ces abominations. Parce que le fondement même de la pensée anarchiste, c'est la lutte contre le pouvoir. Le pouvoir sous sa forme actuelle comme dans celle qu'il pourrait prendre plus tard. Le pouvoir tel qu'il nous est imposé par l'état et le capital, mais aussi celui qui se manifeste entre nous à travers le patriarcat. Le pouvoir que l'on peut se trouver à disposer sur les autres, comme les enfants, comme celui auquel on consent dans les religions et les partis.

Comme le disait Louise Michel, le pouvoir est maudit, il corrompt ce qu'il touche, il pourrit ce qu'on gagne grâce à lui. Les acquis obtenus grâce au

pouvoir de l'état peuvent nous être retirés à sa guise. Les portes-paroles deviennent des chefs puis les tyrans de demain. Les organisations de lutte deviennent des organes de cogestion de l'existant.

La lutte contre le pouvoir sous toutes ces formes n'est pas simplement une position éthique, mais une question d'efficacité. En effet, si notre but réel est une utopie débarrassée des monstruosité actuelles, plutôt qu'une simple victoire d'étape (l'arrêt d'un projet destructeur parmi tant d'autres...), alors la manière d'envisager la lutte change. Il ne s'agit pas seulement de remporter une lutte, mais d'essayer d'amener ici le monde que l'on porte en soi. Accepter le pouvoir, reconnaître des autorités, reproduire des hiérarchies sous prétexte de gagner, de ne pas diviser la lutte, c'est accepter de verser le poison dans l'eau du puits.

Les autoritaires de toute sorte triomphent quand leurs drapeaux flottent au fronton des mairies, des commissariats, des églises, des casernes, des usines, des écoles ou bien des prisons. Le triomphe de l'anarchie, se sera quand tous ces lieux d'oppressions seront devenues des ruines fleuries et quand les idées qui les ont justifiées seront devenues des blagues.

CONTRÔLE DES MINEURS

À la mi-mai, la mairie de Limoges a pris un arrêté pour « interdire la circulation des mineurs de moins de 13 ans, non accompagné d'une personne disposant de l'autorité parentale », du 6 juillet au 2 septembre.

Avec cette mesure démagogue, la ville rejoint Nice et Béziers, deux villes gérées par l'extrême-droite. La presse, complice de la progression du fascisme, n'hésite pas à reprendre sans la questionner la communication municipale. En effet, pour justifier cet arrêté, la mairie parle de la « délinquance des mineurs », ce qui est très différent des « mineurs de moins de 13 ans » visés par l'interdiction.

Le même arrêté se justifie aussi en évoquant « l'absentéisme scolaire » (en pleine vacance scolaire), les révoltes suite au meurtre de Nahel par un flic (datant de 1 an) et les « risque certains pour leur propre sécurité ». Et bien évidemment, cette interdiction ne concerne que le centre-ville et les quartiers les plus pauvres.

Comme on le voit, la justification repose sur un mille-feuille d'arguments. Certains sont explicites, tandis que d'autres sont simplement suggérés. Essayons de voir un peu plus clair dans tout ça.

Il est tout d'abord important de comprendre que la délinquance mesurée par la police est une statistique un peu particulière. Cette particularité est autre chose que du tripatouillage statistique (refus de plainte, faits changés de catégorie...). En effet, la police « produit » de la délinquance. Des jeunes qui fument du cannabis ne font du mal qu'à eux-mêmes, mais aux yeux de la police, il s'agit d'un dangereux délit. Le contrôle policier transforme donc une situation qui ne pousserait personne à porter plainte en un fait qui sera réprimé.

Permettant ainsi d'alimenter les statistiques sur la « délinquance » des jeunes. Sans compter les « outrages et rébellions », combines bien connues des flics pour arrondir leurs fins de mois et pourrir la vie des personnes qu'ils harcèlent.

Ainsi ce couvre-feu en multipliant les contrôles de mineurs sur la voie publique va créer de lui-même les chiffres policiers qui serviront à justifier son existence. Comme un serpent qui se mord la queue.

Le second point, c'est de dépolitiser des révoltes légitimes contre la violence policière, le racisme de l'état français et la pauvreté en des simples faits de délinquance. Ceci permettant de passer sous le tapis le racisme en France, et dont la police est un des instruments les plus évidents (contrôle et violences policières à l'encontre des personnes « non-blanches », enfermement et déportation des sans-papiers, expulsion des squats et campements de migrants...).

Quant au troisième point, celui sur la « sécurité des enfants », il faut quand même un certain culot pour la sortir alors même qu'une dizaine d'enfants dorment à la rue, avec leur famille, à Limoges. La seule « sécurité » qui vaille, c'est celle d'avoir un toit, de quoi se nourrir, se laver, se soigner et apprendre. Et cela de manière inconditionnelle, pour les mineurs comme les adultes, pour les « délinquants » comme pour les « innocents ». Les patrouilles de police, les caméras de vidéoflicage, les couvre-feu et autres moyens de contrôle ne servent qu'à la sécurité d'un système oppressif.



LÀ OÙ TOMBE LA FOUDRE

Sélection d'actions diverses contre la domination

Avril 2024



1er mai : À Nancy, une librairie fasciste a été taguée et sa vitrine défoncée.

À Paris, un architecte d'un cabinet travaillant sur la construction d'un CRA à Goussainville et à la reconstruction du CRA de Vincennes s'est fait afficher jusque chez lui : tags dans le hall d'immeuble et tracts dénonçant sa collaboration à l'enfermement des migrants-es.

À Volvic, des personnes ont incendiées un local technique alimentant en électricité de l'usine de pompage de la Société des eaux de Volvic (Danone), mettant à l'arrêt la production pendant 2 jours. « Extractivisme de l'eau ? Nan mais à l'eau quoi. » disait le tag laissé sur place.

dimanche 5 : Incendie d'un engin de chantier appartenant à E.H.T.P, entreprise filiale du groupe NGE, sur le tracé de l'autoroute A69.

vendredi 17 : Sortie d'un communiqué revendiquant plusieurs actions (tags, colle dans les serrures, bris de vitres) contre des architectes concevant des CRA. « Contre des contrats pouvant dépasser le million d'euros, ils ont dessiné les plans de CRA où, chaque année, des milliers de personnes subissent l'enfermement et tout ce qui va avec, avant de se faire expulser, pour une partie d'entre eux. Ces architectes de l'enfermement sont donc un maillon essentiel dans toute la chaîne qui vise, comme le prévoit la loi Darmanin, à expulser toujours plus d'immigrés. »

samedi 18 : Incendie à Toulouse d'une foreuse appartenant à NGE sur un chantier de la nouvelle ligne de métro toulousain. « On nous martèle à grande pompe la transition écologique, la décarbonation sous couvert d'un capitalisme vert. La réalité est que le capitalisme n'est pas un système de transition mais d'accumulation. 3eme ligne de métro, LGV autoroute... Ce système se maintient par ses flux et c'est la aussi où il trouve ses failles. N'en déplaise à macron si il y a une accumulation le ruissellement n'existe pas c'est une

fable avec à la fin toujours la même misère, les riches ne partagent pas et les pauvres se tuent au travail. Par ce geste on souhaite rendre hommage au travailleur mort le 4 mars 2024 sur le chantier de cette ligne de métro. Une pensée solidaire au zadiste qui ne se décourage pas, et continue à occuper et saboter le chantier de l'A69.

Force aux émeutiers Kanak »

mercredi 22 : À Lyon, en soutien aux personnes à la rue et suite à l'expulsion du collectif solidarités femmes à la rue d'un gymnase : « On a cassé les vitres de la DETS et on a tagué « un logement pour toutes », histoire de leur rappeler que l'hébergement est un droit. un toit c'est un droit ou on casse les vitres ! »

jeudi 23 : Incendie d'une antenne 5G à Toulouse. « Le capitalisme pour s'étendre a besoin des flux, de marchandises, de managers et de main d'œuvre, des flux d'énergie et de communication. Troisième ligne de métro, autoroute A69, LGV Toulouse-Bordeaux et déploiement de la 5G sont autant de nouvelles infrastructures au service de l'accumulation effrénée de capital. »

vendredi 24 : Le GIEC frappe encore, cette fois-ci sous le nom Groupement d'Interdiction d'Ecocide Cosmique et en incendiant un camion de chantier et une pelleteuse sur un chantier de l'A69. « Nous demandons l'abandon du projet, l'amnistie pour toutes celles et ceux qui sont poursuivies pour leurs oppositions à des décisions écocidaires. »

semaine du 19 au 25 : Dans la Vienne, débâchage d'une bassine et sabotage de la pompe à l'aide de cutter et mousse expansive. « Cette action ne cible pas le maraîcher qui nous nourrit tous les jours ou cet agriculteur qui se bat pour sa dignité. Il attaque un système industriel qui exploite l'ensemble des agriculteurs et il cible quelques entrepreneurs de l'agro-business qui pensent pouvoir poursuivre leur machinerie à l'abri des regards. »

SOUS L'ŒIL DU MAIRE

Les communicants, publicitaires et autres professionnels du mensonge et de la manipulation ne manquent ni d'imagination, ni de culot. En effet, il faut une bonne quantité des deux pour parler de «_vidéoprotection_» pour désigner la présence intrusive de caméras à travers tout Limoges. Cette toile de «_vidéoflicage_» qui rassemble pas moins de 196 caméras n'est visiblement pas suffisant pour Roger Lombertie qui souhaite en rajouter 150 avant 2026 ainsi qu'un Centre de Supervision Urbaine (CSU). La vidéosurveillance est une des formes de la réalisation technologique moderne d'un vieux désir des détenteurs du pouvoir. Celui de pouvoir voir à chaque instant tout ce que font les personnes qu'ils dominent sans qu'elles ne puissent savoir si elles sont observées à un moment précis. Déjà dès le XIXe siècle, les constructeurs de prisons avaient imaginés (et construit) des prisons dites panoptiques. Installés dans une tour centrale, les matons pouvaient observer ce qui se passait dans chaque cellule. C'est cet imaginaire-là que l'on retrouve dans CSU : une salle remplie d'écrans derrière lesquels des flics pervers matent le quotidien des personnes. Comme à Marseille, où les flics municipaux s'en servaient pour mater les femmes en multipliant les commentaires sexistes obscènes. Et bien évidemment, ces mêmes flics voyeuristes manipulaient les caméras et aidaient leurs collègues afin que ceux-ci puissent frapper leurs victimes «_hors-champ_».

Cette volonté de contrôle n'est pas nouvelle, mais la technologie moderne permet des choses qui auraient été inimaginables, il y a quelques dizaines

d'années seulement. Ainsi, les Jeux olympiques ont été le prétexte utilisé par l'état pour mettre en «_phase de test_» (un test dont on sait que sans action de notre part, il deviendra permanent) de la vidéosurveillance algorithmique (VSA). En rajoutant un traitement automatique des vidéos par algorithme, cela permettra à la police de renforcer son harcèlement des individus qu'elle harcèle déjà au quotidien.

On peut aussi citer l'expérience de micros couplés à des caméras à Orléans et Saint-Étienne. Ces mouchards, écoutaient en permanence toute discussion et bruits dans la rue afin de «_détecter des sons anormaux_». On voit que le moindre prétexte, aussi ridicule et absurde, peut servir à justifier le flicage. Car la soif du pouvoir, c'est la soif du contrôle, de la surveillance.

Pour aller plus loin :

Actualités et analyses de la surveillance numérique sous ses nombreuses formes (vidéoflicages, algorithmes CAF, blocage de sites, anonymat en ligne...)

La quadrature du net
laquadrature.net

« La Quadrature du Net promeut et défend les libertés fondamentales dans l'environnement numérique. L'association lutte contre la censure et la surveillance, que celles-ci viennent des États ou des entreprises privées. Elle questionne la façon dont le numérique et la société s'influencent mutuellement. Elle œuvre pour un Internet libre, décentralisé et émancipateur. »

COUP(URE) DE JUS !



Alors que les caméras se multiplient à Limoges, un bien étrange événement a eu lieu dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 septembre 2022. Dans le quartier de la Bastide, des câbles souterrains et des boîtiers électriques d'immeubles ont pris feu. Des incendies pas si anodins puisqu'en plus de mettre à l'arrêt les feux de circulation, ils ont mis à l'arrêt les caméras de vidéoflicage du quartier.

Si ce genre d'actions vous plaît bien, si vous voulez découvrir l'inventivité redoutable dont font preuve les ennemies de la surveillance, si vous aimez les compilations d'actions ou si vous n'avez rien de mieux à lire, découvrez :

La rage contre la vidéosurveillance (2020-2021).

Une compilation choisie d'un an d'actions à travers le monde. Disqueuse, plot de chantiers, jet de peintures et autres joyusetés...

Trouvable sur infokiosques.net.

LETAT NOUS
OBSERVE
CREVONS LUI
LES YEUX !



LUMIÈRES SUR LA VILLE

QUI SONT DONC LES BÉNÉFICIAIRES DES CONTRATS DE VIDÉOSURVEILLANCE À LIMOGES ?

Axione

À Limoges :

7 rue Columbia / Parc Ester Bât. ATI

24 rue Atlantis

Axione est une entreprise spécialisée dans la construction d'infrastructure numérique : réseaux 4G et 5G, caméras de vidéosurveillances, équipement d'antennes-relais... Dans le coin, c'est sa filiale Axione Limousin qui s'occupe de tout ça. Mais l'entreprise parente, Axione, est elle-même une filiale de l'énorme conglomérat Bouygues. Bouygues, c'est en effet à la fois un opérateur mobile (Bouygues Télécom), un empire médiatique (Groupe TF1) et un poids lourd du BTP (Colas, Bouygues Construction...). Pas la peine de se demander pourquoi la 1re chaîne de France est si favorable à la construction de prisons, de Centres

de Rétention Administrative ou au déploiement du vidéoflicage, c'est que toutes ces affaires-là restent en famille (la famille Bouygues, évidemment).

N.I.T.D.

4 Av. du président Georges Pompidou, 87210 Le Dorat.

Dirigée par Romain Kerrinckx, l'entreprise s'est fait connaître au grand public avec ses caméras thermique (prétendument pour détecter le Covid). Mais c'est bien dans le secteur militaire et de surveillance de la population qu'elle excelle. Vente et maintenance de caméras de vidéoflicages, caméras piétonnes pour la police, équipement de drone de surveillance ou encore caméras embarquées dans les hélicoptères de la gendarmerie.

ÉCHOS DE LA TEMPÊTE !

Fragments par delà les frontières

Europe - Affaire des antifas de Budapest

Maja, Hanna et un camarade en Finlande sont sous la menace d'une procédure d'extradition vers la Hongrie. L'état d'extrême-droite les accuse d'avoir participé à des attaques contre des nazis lors de la célébration d'un événement fasciste en 2023 à Budapest. L'affaire, nommée "Budapest Complex" concernent des dizaines d'antifascistes à travers toute l'Europe, dont un certain nombre sont actuellement en prison (comme Ilaria en Hongrie) ou en cavale.

Plus d'informations sur **basc.news** et sur **lahorde.info**

En France, plusieurs initiatives de soutien ont déjà lieu : collecte d'argent, rassemblement devant les ambassades d'Allemagne, d'Italie et de Hongrie à Paris.

Chili - Libération de Paty Rodríguez

Suite à une audition le 3 juin, Paty Rodríguez a été libérée de prison après y avoir passé 10 mois. Elle est actuellement sous « liberté surveillée ». Son enfermement s'inscrivait dans le cadre de la répression de l'attaque contre les bureaux de la Direction Nationale de l'Administration pénitentiaire du Chili en décembre 2021. Deux compagnons sont encore enfermés dans cette affaire : Aldo Hernández (accusé d'avoir réalisé l'attaque) et Lucas Hernández (inculpé pour la possession de différentes armes et explosifs).

Canada - Lutte contre Northvolt

Alors que l'entreprise Northvolt tente de construire une énorme usine de

batteries pour voitures électriques à Saint-Basile-le-Grand, rasant pour cela près de 1,4 km² de forêts et de milieux humides. Cette usine, lourdement subventionnée par le gouvernement provincial et fédéral (7,3 milliards de dollars), est un exemple du « capitalisme vert ». Plutôt que de remettre en cause une société construite autour de la voiture individuelle, et les effets destructeurs de cette organisation de la société sur l'environnement et nos vies, il s'agit au contraire de tout faire pour la faire perdurer encore plus longtemps. La voiture électrique n'est verte que dans la tête des personnes qui vivent dans le déni de la catastrophe climatique. De l'extraction des terres rares et minerais nécessaires à sa fabrication, des infrastructures destructrices (comme les autoroutes) nécessaires à sa suprématie sur d'autres moyens de transport ou la fabrication de l'électricité qu'elle consomme, elle n'est qu'un des avatars de la fuite en avant technosolutionniste. Ce qui peut éventuellement nous sauver, c'est bien la décroissance et la résistance contre les mensonges du « greenwashing ».

En parlant de résistance, c'est bien ce qui se passe à Saint-Basile. En quelques mois, plusieurs actions ont eu lieu. Début janvier, des barres d'acier et des clous ont été insérés dans les arbres afin de rendre plus difficile leur abattage. Puis en mars, ce sont des engins cloutés qui ont été disposés sur la route utilisée par les camions de chantier. Enfin, en mai, 5 engins incendiaires ont été disposés sur un chantier, mais n'ont malheureusement pas pris feu.

Tous les communiqués de ces actions sont disponibles sur **mtlcontreinfo.org**.

SORTEZ COUVERTES !

LA RUBRIQUE POUR DANSER SOUS LA PLUIE SANS FINIR MOUILLÉ-E

Les actions de la police ne visent pas seulement à nous arrêter, mais aussi à nous dissuader d'agir. Par exemple, lorsqu'il s'agit de nous casser l'envie de venir en manifestation en nous enfermant dans des nasses, à travers des contrôles intrusifs en amont, en nous frappant ou pire. Comprendre les moyens de la police et comment s'en protéger ne vise pas seulement à permettre aux rebelles actuelles de pouvoir agir plus sereinement, mais ce sont aussi des savoirs qui doivent être partagés pour que les rebelles futurs puissent s'en servir.

Car celles et ceux qui se croient aujourd'hui à l'abri de l'œil et de la main de l'état pourraient découvrir plus tôt qu'ielles ne le pensent qu'ielles font partie des cibles futures du plus froid des monstres froids. Comme nous le rappelle l'interdiction de l'avortement dans de nombreux états des États-Unis, où littéralement du jour au lendemain ce qui était légal et se pratiquait ouvertement est devenu aux yeux de l'état une activité criminelle. Or, la construction de réseaux de résistance, l'apprentissage de la culture de la sécurité et des outils nécessaires à des actions clandestines ne peut pas s'apprendre en une nuit. C'est dès maintenant que nous devons apprendre !

Anti-répression :

collectifantirepression87
@prontonmail.com

En Garde-à-vue :
Rien à déclarer

Face à la police :
Ne jamais parler

- Téléphone = mouchard

- Notrace.how
documentation pour les
anarchistes, contre la
surveillance

Carte des caméras :
sunders.uber.space

PAS VUE, PAS PRISE (BROCHURE)

Pas vue, pas prise est une brochure de 92 pages sur la vidéosurveillance. Après l'introduction de rigueur et un bref historique de l'implantation et des luttes contre, puis l'évocation de la situation pour les Jeux olympiques de 2024, la brochure rentre dans le concret : une présentation détaillée des différentes caméras (avec photographie), leurs capacités techniques, le fonctionnement des Centres de Surveillance Urbaine, le traitement judiciaire ou encore comment les saboter.

Pas vue pas prise - Contre la video-surveillance
trouvable sur notrace.how

L'ORAGE APPROCHE

JUIN

Tout le mois et même après : Appel à actions pour le mois des fiertés :

« Ceci est un appel à actions autonomes et décentralisées pour le mois des fiertés, afin de dynamiser la riposte trans en cours. »

« Face à l'offensive transphobe et réactionnaire, nous ne manquons pas de cibles à abattre pour avancer notre libération. Nous appelons ainsi à participer à la riposte trans et à la dynamiser vers une transoffensive !

Face aux volontés de limiter l'accès à toute transition au bon vouloir de l'ordre médical, nous prenons notre autonomie en main pour produire et obtenir librement nos hormones, pour se partager des savoirs communs et transitionner comme on le désire, sans qu'aucun médecin ne puisse rien avoir à en dire. Face aux tentatives de repsychiatisation de nos transitions, nous nous opposons non seulement à celles-ci mais aussi au système psychiatrique dans son ensemble, ainsi que de tout autre système carcéral. »

Texte à retrouver en intégralité sur paris-luttes.info.

7-9 juin : Mobilisation contre la construction de l'autoroute A69 dans le sud Tarn.

Mardi 11 : Journée de solidarité avec les anarchistes enfermés pour de longues peines. Écriture de lettres et infokiosques à partir de 18 heures au 64, Av. de la Révolution.

Informations en plusieurs langues sur june11.noblogs.org.

Samedi 15 : Pride rurale à Rihlac-Lastours. Départ à 15 heures depuis la salle des fêtes.

Samedi 15 & Dimanche 16 : Librairie Champêtre Libertaire au château de Ligoure. Avec notamment le samedi deux discussions : la technocritique (14h30 animé par le comité 15 juin 2021 contre la répression) et Abolir la prison (17 heures)

Dimanche 30 : Mobilisation pour des forêts vivantes. Rendez-vous devant le site de BioSyl à Guéret dès 10 heures pour une conférence de presse puis un pique nique. Départ en manifestation à 14 heures.

Ateliers d'auto-défense féministes et populaires

En juin, Les affolé-e-s de la Frange organisent plusieurs ateliers sur inscription (14 places) à Limoges.

Comment agir et se défendre lorsque l'on est victime ? Comment le faire efficacement et sans se mettre en danger ? Est-ce légal ? Ce seront les points abordés lors de cet atelier. Techniques verbales, physiques et environnementales.

Retrouvez les dates, les lieux et les contacts sur labogue.info

RETROUVEZ CE JOURNAL, DES ANALYSES, DES INFORMATIONS, DES ÉVÈNEMENTS ET BIEN D'AUTRE CHOSE ENCORE SUR LABOGUE.INFO